Journal des anthropologues
Association française des anthropologues

90-91 | 2002
Monnaies : pluralités – contradictions

Point de vue d'un sociologue

Pierre Lantz

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/2341>

DOI : 10.4000/jda.2341

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2002

Pagination : 387-397

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Pierre Lantz, « Point de vue d'un sociologue », *Journal des anthropologues* [En ligne], 90-91 | 2002, mis en ligne le 01 décembre 2003, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/2341> ; DOI : 10.4000/jda.2341

Ce document a été généré automatiquement le 2 mai 2019.

Journal des anthropologues

Point de vue d'un sociologue

Pierre Lantz

- 1 La nouvelle sociologie économique a prétendu réfuter par l'encastrement de la monnaie dans l'ensemble des relations sociales les schémas de l'économie orthodoxe : pour elle, la monnaie n'est pas un pur objet économique ; elle s'insère dans les dimensions non monétaires de la vie sociale ; son usage est cloisonné au point que ce sont rarement les mêmes monnaies qui sont utilisées selon les types de transaction. Dans le cas même où une seule unité monétaire s'impose sur un territoire ou dans plusieurs Etats, les usages et les significations de ces instruments homogénéisés sont distincts. On a proposé l'idée d'un modèle « monnaies spécifiques » correspondant à des « marchés multiples » auxquels doivent s'adapter les échangistes pour pouvoir effectuer leurs transactions. Ainsi le même étalon monétaire aura des usages différents selon l'objet des transactions¹. De même, les salaires monétaires versés dans une devise peuvent être destinés à des affectations diverses selon qu'il s'agit d'un homme ou d'une femme (cf. Isabelle Guérin, Elsa Faugère).
- 2 Peut-on pour autant glisser de l'idée d'usages multiples de la monnaie à l'affirmation d'une « pluralité des formes de monnaie » derrière l'apparence d'un étalon unique des transactions ? Ce serait confondre l'adaptation aux cadres économiques, sociaux et culturels de l'instrument de transaction (échanges, paiements) et une détermination par ces cadres (Haesler, 1995 : 30).
- 3 L'accent mis sur la prétendue détermination de l'argent par les cadres sociaux et culturels n'est-il pas lié à la volonté d'éluder le rôle spécifique de l'argent dans la constitution des relations sociales, leur consolidation ou leur désagrégation ? Du même coup, l'universalité de la pluralité des formes de monnaie masque la spécificité des monnaies étatiques ou superétatiques (l'euro) par rapport aux monnaies archaïques ou aux paramonnaies. La caractéristique de la monnaie du capitalisme – amorcée sous sa forme commerciale et développée avec l'autonomisation du capital financier – est précisément qu'elle tend à s'émanciper des relations spécifiques territoriales particulières pour s'imposer dans l'économie-monde (Braudel), puis dans la mondialisation (économie planétaire). Cette circulation mondiale est corrélative d'une polarisation des lieux d'accumulation monétaire et de la formation d'une élite de la richesse capable de contrôler la plupart des grandes transactions financières. La conception qu'ont les

économistes, mais aussi des philosophes ou sociologues comme Marx ou Simmel, de la monnaie moderne comme instrument de réduction du qualitatif en quantitatif, de l'hétérogène à l'homogène, de visée d'une accumulation illimitée n'est nullement démentie, malgré ses prétentions, par la « nouvelle sociologie économique ».

- 4 La tendance de la monnaie moderne à franchir les bornes, qui étaient en revanche caractéristiques des paléo et paramonnaies, est donc indiscutable et elle produit des effets sociaux considérables. Puisque la monnaie peut servir à tout, aucun individu, aucune collectivité n'en a jamais trop et toutes les activités sont commensurables. Il est alors possible d'ajuster la rémunération à la quantité de travail jugée utile pour la production d'un bien et, pour les détenteurs de monnaie, de l'accumuler et d'accroître ainsi leur puissance sociale sans que cette crue de monnaie soit limitée par d'autres normes.
- 5 Monnaies archaïques et monnaies modernes ont comme caractère commun d'être des moyens d'évaluation (du travail, des biens, des services), d'échange et de manifestation du prestige, d'ostentation, de domination par le crédit qu'elles permettent d'octroyer ; elles diffèrent cependant profondément par les bornes que placent les sociétés anciennes à l'expansion indéfinie de la monnaie alors homologue à la suite infinie de la numération.
- 6 Les sociétés anciennes placent des butoirs à cette identification de la monnaie avec l'infinité mathématique : la tradition, la coutume limitent l'expansion des monnaies malgré les efforts en sens inverse des *big men*.
- 7 Toute circulation monétaire suppose que le support matériel – perle taillée dans le coquillage ou dent de dauphin, graine de cacao, billet de banque, chèque – soit accepté dans des transactions ultérieures ; pas de circulation monétaire sans croyance à une valeur suffisamment stable des unités monétaires. La source de ce crédit est pourtant bien différente dans les sociétés étatiques et dans celles où la monnaie ne reçoit pas l'estampille d'une souveraineté. Dans le premier cas, la monnaie **symbolise** d'abord les actes correspondant aux moments fondamentaux de la vie sociale : chez les Are-Are, une brasses pour commencer à faire sa cour, quatre brasses pour entreprendre une relation matrimoniale ; de même, les rites de la mort et de la violence meurtrière sont codés en monnaie. De leur côté, les Etats, même embryonnaires, tentent de privilégier les espèces figurant le pouvoir qui s'est assuré la domination du territoire. Ils s'efforcent de contrôler la circulation monétaire et finissent en fin de compte par imposer, sur le territoire qu'ils contrôlent politiquement, le monopole de la monnaie qu'ils ont eux-mêmes émise. Le numéraire, les espèces en monnaie métallique émises par un Hôtel des monnaies, ne portent pas seulement la valeur d'usage et le prestige symbolique du métal précieux (valeur d'usage symbolique lorsque l'artisan, orfèvre, sculpteur, armurier lui donne la forme d'un bijou, d'une statue ou d'un bouclier d'apparat), ils expriment la puissance commerciale, administrative, militaire, culturelle de l'Etat qui leur transfère ainsi son crédit.
- 8 Le succès d'un Etat est manifeste s'il a la capacité d'assurer la suprématie de sa monnaie à l'intérieur de ses frontières et de la faire circuler bien au-delà du territoire qu'il contrôle administrativement et militairement. Alors que les contours de la sphère de circulation des paléomonnaies, même lorsqu'elles voyagent très loin de leur lieu de production, sont flous et qu'aucun pouvoir politique n'impose son nom, son visage, sa devise, sur les unités monétaires, les monnaies modernes tirent leur légitimité de l'appellation qui leur est attribuée par le pouvoir politique. Dans un système d'Etats souverains, les limites de la circulation des monnaies devraient correspondre aux frontières politiques. L'incapacité

de contrôler strictement la circulation des devises étrangères est le signe de la faiblesse du pouvoir politique ; l'alignement de la devise nationale sur une monnaie internationalement dominante – a fortiori son remplacement par elle – est le signe de la désagrégation de l'Etat national. Même dans les cas des monnaies métalliques, la monnaie ne tirait pas son crédit de la valeur intrinsèque du numéraire puisque celle-ci était généralement inférieure à son pouvoir libérateur nominal, mais du pouvoir d'imposition de la direction de l'Etat sur la population qu'il gouverne. La « confiance » même, entretenue peu ou prou par la contrainte, dans la monnaie fiduciaire émise par l'Etat est le signe de son succès. La monnaie est doublement un instrument de puissance ; d'une part la diminution du poids du numéraire en métal précieux enrichissait le gouvernement qui enjoignait à son Hôtel des monnaies de se livrer à ces opérations ; plus sont nombreuses les transactions opérées dans la monnaie du Souverain et plus l'Etat s'enrichit.

- 9 En même temps, l'essor d'un commerce international libellé dans la monnaie d'un Etat dominant lui permet d'acheter à bas prix et de vendre plus cher (en poids de métal précieux) les produits étrangers. La devise privilégiée marque au fer rouge (*earmark*) de la puissance politique les échanges commerciaux qui se propagent au-delà du territoire où elle exerce sa souveraineté.
- 10 La réciproque de cette proposition est que, sans un pouvoir politique qui impose un minimum de politique commune (en premier lieu fiscale), évidemment impossible sans convergence de vue sur les objectifs à atteindre, le succès d'une monnaie nouvelle comme l'euro n'est pas assuré : « La réponse ne peut donc qu'être politique et il serait dangereux de laisser croire que le passage à l'euro est irréversible » (Jean-Michel Servet).
- 11 Après avoir opposé deux types idéaux, les paléomonnaies et les monnaies modernes où la validation des transactions individuelles, leur solde positif ou négatif, passe par une monnaie émise par l'Etat et, partant, manipulée par lui, la voie est ouverte pour montrer que dans la réalité empirique les Etats ne parviennent que rarement à obtenir le monopole de circulation de leur monnaie sur leur territoire.
- 12 La logique de la monnaie émise par le Prince (l'Etat) exigerait que le lien social – si même on peut encore retenir cette expression dans ce cas – ne passe que par la monnaie puisque les unités qui composent ce qu'il est difficile alors d'appeler la société sont, selon le type idéal de l'Etat libéral souverain, séparées par définition d'une société « où la seule relation sociale licite passerait par le numéraire, n'accepterait par hypothèse que celui-ci comme source d'évaluation des unités économiques dont la seule relation sociale serait les transactions économiques » (Benetti & Cartelier, 1980 : 12). La logique de l'évaluation monétaire conduit à désagréger au maximum les collectivités pour pouvoir apprécier l'apport en travail « utile » de chaque force individuelle : tel est le principe du salariat : la décomposition de la monnaie en toutes petites unités, au centime près, répond à la visée d'apprécier exactement le prix de tous et de tout. La division infinie de la monnaie n'est pas toujours compatible avec son rôle dynamique : intensifier la dépense du travail utile et prétendre la compenser par l'augmentation des rémunérations. Quand une communauté traditionnelle peut s'adapter à une économie marchande en se transformant en collectif de travail – cas des Mande qui reçoivent une vache du propriétaire des terres sur lesquelles ils ont travaillé trois ou quatre jours (Jan Jensen) – la représentation des acteurs exclut l'idée de compensation monétaire ou de salaire ; et pourtant le calcul économique en termes d'égalité entre prestation fournie et compensation est constamment présent à l'esprit. Dans ce cas le travail est indivis et il

n'est pas décomposable en unités individuelles : la vache est consommée ensemble par le *sansènè* (communauté de travail). La circulation des vaches, utilisées traditionnellement dans les prestations matrimoniales, est ainsi réactivée dans un système marchand sans que ce changement soit explicite : il serait abusif d'identifier à la monnaie moderne un animal qui ne peut servir de critère d'évaluation que dans des circonstances très particulières, venant en l'occurrence de sa valeur d'usage collective. Comme à Rome le bétail (*pecus*) représente la richesse consommable, bien différente des paillettes d'or charriées par les eaux du Pactole. Le supplice de Tantale dont le mythe dit qu'il régna sur le royaume de Lydie et qu'il épousa la fille du dieu du fleuve Pactole qui coulait sur ses terres, réside dans l'impossibilité d'ingérer les produits naturels nécessaires à la vie humaine : même l'eau se refuse aux lèvres du Roi cousu d'or qui désirait étancher sa soif. Les histoires d'Hérodote indiquent ce que le mythe suggère et « les travaux les plus récents, archéologiques et numismatiques » le confirment : « Les Lydiens sont les premiers, à notre connaissance, qui frappèrent monnaie et mirent en usage la monnaie d'or et d'argent » (Thievaud, 1998 : 111).

- 13 Le mythe et l'histoire convergent avec les pratiques des Mande pour montrer que le support des transactions n'est jamais neutre : non seulement il peut être matériel, mais aussi immatériel, une simple (si l'on peut dire) inscription comptable, mais le matériau importe. Si les paléomonnaies sont parfois des denrées consommables – ainsi des graines de cacao dans les diverses civilisations du Mexique et de l'Amérique centrale précolombienne (Chapman, 1975 : 148) – les monnaies modernes ne le sont jamais : plus la circulation d'une monnaie déterminée est exclusive et rapide, plus le pouvoir politique de l'Etat se renforce. En conséquence, la monnaie ne doit pas pouvoir être durablement thésaurisée – d'où les dangers de la déflation – ni suspectée de perdre rapidement son pouvoir d'achat : de là les politiques anti-inflationnistes.
- 14 Instrument du pouvoir politique, le support monétaire perd peu à peu toute matérialité : même les métaux précieux ont pour le pouvoir politique l'inconvénient d'être refondus en lingots lorsque l'étalon monétaire n'inspire plus confiance. La monnaie moderne ne tient son identité que de l'Etat qui l'a dénommée. C'est son pouvoir qui circule dans chaque transaction monétaire : il l'a délégué à la Banque nationale ou fédérale. La plupart des Etats de l'Union européenne ont transmis leur souveraineté financière à la Banque centrale européenne qui, comme les autres banques centrales, la diffuse de façon capillaire jusque dans les transactions les plus ténues.
- 15 La logique de la monnaie moderne est ainsi d'établir sa suprématie sur toute autre forme de relation entre les éléments qui composent la société (ce qu'on désigne sous le nom de « société »). En dépit de la critique de la nouvelle sociologie économique reprise par Elsa Faugère dans ce numéro, les sens communs et savants, occidentaux et mélanésien, voient juste lorsqu'ils considèrent que l'argent a le pouvoir intrinsèque de révolutionner les sociétés et les cultures. L'analyse de Yves Guillerrou sur le développement communautaire dans l'ouest Cameroun montre que si l'introduction de la monnaie européenne au début du XX^e siècle n'a pas entraîné tout de suite des modifications importantes dans les pratiques économiques et cérémonielles, les habitants des villes, après le retrait récent des organismes publics et parapublics de développement, ont réussi, sous couvert de développement communautaire, à s'assurer la suprématie dans les villages : il leur suffit de payer au comité de développement local une cotisation qui soit dix ou vingt fois – voire plus – que celle des paysans ; c'est bien la suprématie de leurs ressources monétaires qui autorise les riches, devenus en quelque sorte patriciens, à

s'efforcer, avec succès, semble-t-il, de réduire la « population locale [...] au rôle de simple exécutant ».

- 16 Un phénomène structurellement analogue est observé à plus grande échelle par David Garbin sur la circulation de l'argent entre Londres et Sylhet (Bangladesh) : l'équivalent de l'argent gagné à Londres est versé en taka (monnaie de l'Etat) au Bangladesh par des correspondants locaux. Plutôt que d'un transfert d'argent qui devrait sortir en livres sterling portées au crédit du système bancaire du Bangladesh, contrôlé comme tout système financier officiel par la Banque centrale qui a le monopole de la monnaie nationale et de la transformation alors en taka, il s'agit d'un système de compensation occulte, entre établissements financiers ou personnes privées ; l'établissement londonien qui a reçu des livres sterling mais n'a transféré aucune somme est le débiteur de son correspondant bangladaise pour le compte duquel il devra se livrer à une autre opération qui devra aussi être clandestine... ; ce type de déplacement de la richesse qui échappe au contrôle centralisé de la Banque suprême est le signe du « retour d'un système fractionné à monnaies privées » (Aglietta & Orléan, 2002 : 289) ; il favorise le développement de pouvoirs occultes.
- 17 De façon plus modeste, chez les Mande l'argent est de plus en plus amené à remplacer les vaches dans les situations où les réseaux personnels et les relations d'affaires sont devenus plus importants que les rapports de parenté ou communautaires. Même chez les Indiens Yucuna d'Amazonie colombienne, où le marché et l'argent restent en marge du système traditionnel, les effets de l'argent dans ce domaine sont loin d'être négligeables : moins de cérémonies traditionnelles et, à un moindre degré, de travaux collectifs (Laurent Fontaine).
- 18 Les études de cas révèlent ainsi que les relations sociales sont bel et bien bouleversées par les monnaies introduites par les Etats dominants à système bancaire hiérarchisé. Ce n'est pourtant pas une société d'individus – comme l'annonçait Elias – mais des relations entre réseaux d'influence, de pouvoir, de flux d'argent, qui se propagent sur toute la planète : plutôt qu'un marché mondial, un enchevêtrement inextricable de tactiques souterraines et de stratégies hasardeuses. Dans ces conditions, quand une communauté traditionnelle résiste ou se renforce, ce n'est pas le signe qu'elle n'a pas été bouleversée par la monnaie étatique, mais qu'elle est réactivée comme support social de flux de pouvoir qui se transmettent, par exemple avec les transferts de monnaie électronique. La communauté, on l'a vu, est alors subordonnée à des stratégies de notables qui tirent parti de leur double appartenance au monde urbain moderne et au monde rural dominé : leur association fait synergie et ils s'efforcent de capter cette puissance nouvelle.
- 19 Cette opacité qui brouille toute hiérarchie stable, reconnue, où la captation des flux d'argent fait émerger des puissances d'autant plus insatiables qu'elles sont éphémères, n'est pas une dérive pathologique due à je ne sais quel virus qui aurait pénétré un système qui serait sain s'il redevenait contrôlé par la Banque centrale et l'Etat avant que l'abstraction monétaire ne parvienne à l'universel (*idem* : 336).
- 20 C'est un fait que, d'un côté, peu de sociétés ont ignoré complètement des évaluations ou des circulations monétaires ou paramonétaires et que, d'autre part, la monnaie étatique n'a jamais éliminé le troc et le don : ce qui prouve bien, fait remarquer Jean Cartelier, que le don et la monnaie ne sont pas, contrairement à ce qu'affirme le mythe rationnel et consensuel de la monnaie, deux solutions alternatives à un même problème d'allocation optimale des ressources.

- 21 De son côté, remarque Jacques Sapir, le troc, dans des économies industrielles, non seulement la Russie mais aussi l'Allemagne, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, a tendance à se développer entre entreprises : son essor actuel ne s'explique donc pas par la défiance devant la monnaie en cas d'inflation galopante qui contrecarrerait « la préférence pour la liquidité ». La monnaie est donc « irrémédiablement incomplète dans ses fonctions », le cas de la Russie est, si l'on peut dire, exemplaire, par la pénurie relative qui favorise la création de monnaies privées ou de trocs. Ces transactions sont facilitées par l'existence d'anciens réseaux de relations informelles entre entreprises et de paiements en nature « hérités de la période soviétique ». Le cas russe amplifie un phénomène général : les substituts monétaires se répandent lorsque les activités productives sont « confrontées à un climat d'incertitude économique et sociale majeure », corollaire de la crise de l'Etat. Toutefois la décote des monnaies privées par rapport au rouble est la preuve que celui-ci reste la monnaie de référence. Les agents économiques dominants pratiquent des stratégies de conservation du rouble tout en émettant des monnaies de second rang pour les agents de moindre pouvoir politique et social qui en subissent, à leur détriment, les conséquences. « L'éviction relative du rouble ne traduit nullement un rejet de la monnaie nationale » ; elle manifeste seulement la capacité de certains réseaux politiques et économiques de capter à leur profit les avantages majeurs de la monnaie d'Etat : il faut pour cela appartenir à l'appareil d'Etat ou en être proche. La propagation des monnaies privées est donc la rançon d'une tendance à la privatisation de la monnaie étatique (Pepita Ould-Ahmed).
- 22 Ce n'est donc pas seulement que la monnaie soit « irrémédiablement incomplète dans ses fonctions ». C'est aussi qu'elle est autocontradictoire. Le paradoxe de la monnaie moderne est qu'elle ne peut circuler dans tous les pores de la société que si l'Etat contrôle l'ensemble des relations sociales. Comment pourrait-il en être autrement puisqu'elle est le seul moyen rigoureux d'appréciation des prestations de chacun et de la valeur des services et des produits ? Donc pas d'allocation optimale des ressources prouvables dans une société complexe sans que l'Etat s'oppose à la constitution de relations sociales qu'il ne pourrait pas évaluer en argent. De même, l'Etat doit recourir à la contrainte pour réduire au maximum le risque d'impayé.
- 23 La monnaie prise au sens strict du terme, instrument de circulation de la souveraineté, ne peut s'imposer que si la coercition de l'Etat se substitue aux connivences qui, par exemple, liaient entre eux les participants à la *Kula* décrite par Malinowski : en faisant circuler entre eux les biens prestigieux, les gens bien manifestent et renforcent leur ascendant social. Dans une logique de souveraineté politique et de propriété privée, l'argent ne procure pas seulement du prestige, il garantit aussi l'indépendance et autorise l'isolement social de ses détenteurs. Le paradoxe est ainsi qu'il autorise l'existence d'éléments séparés à condition que sa circulation soit absolument sans entrave. L'argent est de part en part politique et il se subordonne toute autre finalité politique. Il ne tolère aucune sociabilité puisque sa logique est d'être le seul lien. La confiance dans le numéraire exige qu'aucune décision politique ne puisse contrecarrer les conditions de sa circulation optimale, que rien ne remette en cause sa suprématie sur toutes les autres formes de pouvoir dans les relations sociales.
- 24 Evidemment cette logique ne peut s'accomplir jusqu'au bout dans la vie sociale réelle puisque aucune activité collective, même économique, ne peut être constamment soumise à une évaluation monétaire. Si donc le troc, le don, des transferts d'objets, des prestations de services ou de travail persistent et même se développent aujourd'hui, ce n'est pas

parce que la monnaie d'Etat n'a pas le pouvoir de bouleverser les sociétés, c'est parce que sa logique implique une transparence et un contrôle du pouvoir politique incompatible avec l'autonomie conservée ou acquise par les autres pouvoirs, y compris financiers.

- 25 Des relations qui contournent la monnaie d'Etat s'établissent alors : trocs, dons, transformation de l'argent public en monnaie privée selon les fins que poursuivent les possesseurs de capitaux. D'une manière aimable ou redoutable, le pouvoir virtuel de l'argent tente ainsi de devenir pouvoir réel.

BIBLIOGRAPHIE

AGLIETTA. M., ORLEAN A., 2002. *La monnaie entre violence et confiance*. Paris, Odile Jacob.

BENETTI C., CARTELIER J., 1980. *Marchands, salariat et capitalistes*. Paris, Maspéro.

CHAPMAN A. C., 1975. « Les enclaves des ports de commerce dans les civilisations aztèque et Maya » in POLANYI K. & ARENSBERG C., *Les systèmes économiques dans l'histoire et la théorie*. Paris, Larousse (éd. originale : 1957).

HAESLER A. J., 1995. *Sociologie de l'argent et postmodernité*. Genève/Paris, Droz.

THIEVAUD J.-M., 1998. « Fait financier et instrument monétaire entre souveraineté et légitimité. L'institution financière des sociétés archaïques » in AGLIETTA M. & ORLEAN A., *La monnaie souveraine*. Paris, Odile Jacob.

ZELIZER V., 1992. « "Repenser le marché". La construction sociale "du marché aux enfants" aux Etats-Unis », *Actes de la recherche en Sciences Sociales*, 94 (sept.), Paris.

NOTES

1. Cf. Zelizer (1992).
-

AUTEUR

PIERRE LANTZ

Paris VIII